

**Liminaire**  
**CTL du 04/10/2022**

Madame la présidente,

Encore un CTL essentiellement consacré à la poursuite du Nouveau Réseau de Proximité. Ce dernier n'est absolument pas stabilisé et aucun bilan sérieux avec un recul suffisant ne peut en être tiré. La DGFIP, animée par dans cette frénésie de réformes, s'y entête au détriment bien souvent de l'exercice même des missions.

Pire, en plein déploiement de réformes de structures d'une ampleur inédite, on invite les agents à réfléchir à leur avenir via « Remue-Méninges », qui s'il accouche de ce que nous pensons, constituera la plus grosse escroquerie intellectuelle de l'histoire de la DGFIP ! Certes, certaines des revendications des agents sont remontées, mais elles se trouvent en très mauvaise compagnie avec les préconisations de notre Gouvernement, directement inspirées par l'idéologie néo-libérale, avec pour objectif la disparition à moyen terme du statut de la Fonction Publique. A l'arrivée, ce qui comptera, ce sont les décisions qui seront prises et nous avons bien peur que celles-ci soient déjà dans les tuyaux avant même le début de cette pseudo concertation.

Tout cela est à l'image de la réforme des retraites en préparation, où l'objectif de porter l'âge légal à 65 ans, avec toujours moins de pouvoir d'achat pour le futur retraité, semble se préciser après les manœuvres de diversion sur le thème de la méthode à utiliser.

Les agents n'auront pas d'autre alternative que la Grève, pour se défendre. La mobilisation va donc se construire.

Le mécontentement est très fort à la DGFIP. Beaucoup d'agents ont perdu toute illusion sur leur éventuel épanouissement au travail. Ils ont du mal à remplir le frigo, ce qui est inconcevable lorsque l'on est un fonctionnaire d'Etat. D'autres, moins brutalement confrontés à cette problématique, ressentent une perte de sens dans l'exercice de leur métier, phénomène qui ne doit pas être sous-estimé car il est parfois le premier indicateur d'un risque psycho-social. Le climat général actuel est très anxiogène et il ne doit pas être aggravé par une énième réforme des retraites. Les salaires sont partout trop bas et, à la DGFIP, nous attendons encore l'intégration des primes pour le calcul de la retraite. Rappelons qu'en 30 ans de réformes des retraites, la durée d'activité nécessaire à l'obtention d'une retraite complète a augmenté de près de 15 % passant de 37,5 à 43 ANS à partir de la génération 1973.

FO ne peut pas se résoudre à accepter l'idée de maintenir les salaires au niveau actuel au regard de l'inflation. FO ne peut pas, non plus, ne pas dénoncer la volonté politique d'utiliser une réforme des retraites, non pas pour sécuriser le système s'il en avait éventuellement besoin (ce qui se discute), mais pour financer des secteurs clairement en urgence sociale comme la Santé, l'école, la sécurité au sens large, etc.

Ce qui se prépare est trop flou. Il y a donc un loup. Il y a même une contradiction. Alors que l'objectif affiché du Gouvernement est le plein emploi, s'il est atteint, mécaniquement le dossier financement des retraites sera en partie réglé. Par ailleurs les secteurs désignés en urgence sociale sont traditionnellement financés par l'impôt. Réformer les retraites, pour les financer constitue un impôt déguisé.

Nous sommes loin des valeurs républicaines que défend FO, ce qui explique notre opposition frontale à cette politique. Le service public républicain que nous défendons à la DGFIP est aussi en danger. Nous nous devons de le défendre. Il a une histoire. Nous devons lui donner un avenir. FO, premier syndicat dans la Fonction Publique d'État, saura prendre ses responsabilités. Dans le 66, nous sommes le premier syndicat interprofessionnel, et nous savons qu'avec plus de 50 000 demandeurs d'emploi en catégorie A, B, et C, les 34 900 fonctionnaires de notre département, qui constituent 25 % des emplois, sont l'oxygène de notre économie, laquelle ne peut reposer uniquement sur du sable et de la neige. Avec par ailleurs, 160 000 retraités dans notre département, notre service public doit être adapté et suffisamment fort pour être à la hauteur. Se prévaloir, comme le fait notre DG, de « seulement 850 suppressions d'emplois pour 2023 à la DGFIP », c'est effacer toutes les vagues de suppressions d'emplois que nous avons connues, avec des conséquences dramatiques pour nos agents, nos usagers, et maintenant nos partenaires, tout cela aggravé par le Nouveau Réseau de Proximité.